



**Direction des Achats
Direction des Affaires Domaniales**

Lot 207 : Maçonnerie & Démolition

C.C.T.P.

ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

**POUR L'ENTRETIEN, LE DÉPANNAGE ET LES TRAVAUX DE RÉNOVATION
SUR LE PATRIMOINE PRIVÉ DES HCL
(LYON ET PÉRIPHÉRIE)**



I. GÉNÉRALITÉS

Le présent marché a pour objet l'exécution de travaux dans le cadre d'interventions en entretien, dépannage et rénovation sur l'ensemble du **patrimoine privé** des Hospices Civils de Lyon. Les entreprises retenues sont réputées avoir pris connaissance et avoir pris en considération dans leur offre, l'intégralité des documents du dossier de consultation et tout particulièrement la présente partie « généralités » du CCTP. Elles ne pourront en aucun cas invoquer une quelconque ignorance d'une pièce du dossier ou d'un de ses articles.

Ce document concerne le lot n°207 : Maçonnerie & Démolition.

A. DÉFINITIONS CONCERNANT LES TRAVAUX COMMANDÉS

➤ Patrimoine concerné

Le domaine privé des Hospices Civils de Lyon (HCL) est constitué par le patrimoine non affecté au service public de la santé. Parmi ces actifs, on dénombre des immeubles et des lots en copropriété représentant plus de 850 logements et plus de 120 locaux commerciaux ou d'activité. La Direction des Affaires Domaniales est responsable de la gestion complète de ces bâtiments qui constituent plus de 65 000 m² de surface construite principalement dans Lyon et sa métropole.

Le patrimoine immobilier privé des HCL est composé exclusivement de bâtis anciens dont les estimations de datation le répartissent comme suit :

- 47% construits au 19^e siècle (type haussmannien) ou antérieurement,
- 29% construits dans les années 1930,
- 22% construits dans les années 1950,
- 2% construit au début des années 1970.

La liste des principaux immeubles constituant ce patrimoine est communiquée en annexe du CCAP. L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait que plusieurs immeubles sont situés dans la « zone à trafic limité » mise en place dans la presqu'île de Lyon.

À titre occasionnel, le titulaire du présent lot pourra être amené à intervenir sur des sites hospitaliers désaffectés ou tout lieu relevant de la compétence de la Direction des Affaires Domaniales.

➤ Profil des occupants de certains logements

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait que de nombreux lots d'habitation sont des logements de fonction occupés par du personnel rattaché à la direction des HCL (Directeur Général, Directeurs Généraux Adjoints, Directeurs de site ou de service, Directeurs Adjoints de site ou de service) ou des cadres des HCL. **Ce profil d'occupant impose de fait, au titulaire du présent lot, un niveau de qualité d'intervention irréprochable de façon à être exempt de tout reproche.**

➤ Types d'intervention

Afin de répondre aux exigences de la commande publique, les travaux réalisés dans le cadre du présent marché se répartissent en deux catégories :

- **Opération en « classe 2 »** : il s'agit d'opérations d'investissements amortissables inscrites au Plan Pluriannuel d'Investissement qui sont programmées et font l'objet d'un suivi budgétaire spécifique.
- **Opérations en « classe 6 »** : il s'agit de tous les autres travaux : interventions d'urgence, maintenances correctives, entretiens courants, petits travaux avant remise en location, réparations lourdes, rénovations diverses, mise en sécurité de sites désaffectés, etc.

Cette distinction, d'ordre comptable, pour les HCL, n'a pas d'incidence sur la réalisation en soit des travaux, mais se manifeste par un formalisme distinct au niveau du bon de commande et des documents de suivi.

Par ailleurs, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, dans le cadre de sa gestion d'activité, fait la distinction entre :

- Les interventions d'urgence et les petits travaux curatifs ou d'entretien, par nature non programmés, qui relèvent de la « classe 6 » et qui ne font pas l'objet d'un devis préalable.
- Les travaux plus importants, programmés, qui relèvent de la « classe 6 » ou de la « classe 2 », qui font l'objet d'un suivi spécifique pouvant nécessiter des réunions, d'une planification, d'une coordination, d'une procédure de réception, etc. Ces travaux font l'objet systématiquement d'un devis préalable.

La nature des travaux du présent marché est très large puisque cela concerne à la fois de toutes petites interventions de quelques heures et des grosses rénovations complètes, sur plusieurs mois, de plusieurs appartements en simultané.

À titre d'information, les travaux de démolition représentent environ 45% du présent marché.

Les travaux concernés par le présent marché relèvent principalement de la catégorie 3 et occasionnellement de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail.

B. DÉSIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR UNIQUE

Afin de faciliter les échanges avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, il est demandé, à l'entreprise titulaire du présent marché, de nommer **un interlocuteur unique**. Cette personne aura un profil « chargé d'affaires » : il sera l'interlocuteur privilégié dans le cadre des échanges courants liés à l'exécution du marché (prises de rendez-vous, établissement des devis, visites des chantiers, participations aux réunions de chantier, organisation et supervision des interventions d'urgence, transmission des rapports d'intervention, etc.). Le choix de cette personne doit pouvoir satisfaire les critères de compétences techniques dans les métiers du lot, d'expérience en travaux de rénovation en site occupé, d'organisation et de maîtrise des marchés à bon de commande.

Dans le cadre de la réalisation du présent marché, l'entreprise attributaire se verra imposer **une obligation de moyens et de résultats**. En conséquence, l'interlocuteur unique désigné devra se voir accorder des disponibilités en temps et en moyens suffisants pour pouvoir répondre à toutes les sollicitations du Service Technique (ou de son représentant) et pour pouvoir réaliser toutes les missions du présent marché dans les délais impartis notamment pour les sollicitations urgentes.

En période de congés, l'entreprise attributaire devra désigner une personne, possédant le même profil, pour le remplacer. Le Service Technique devra en être informé en amont et cette personne devra venir se présenter.

Dans le cas où l'interlocuteur unique désigné ne serait plus en mesure d'accomplir les tâches relevant du présent marché, l'entreprise attributaire devra en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Pour son remplacement, il devra proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et respecter l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-PI Article 3.4.3.

C. PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LE BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES (BPU)

Le bordereau de prix unitaires a été rédigé afin de correspondre, le mieux possible, à la réalité des travaux commandés. Seuls les articles composant le BPU pourront être utilisés pour deviser et facturer les travaux.

La Direction des Affaires Domaniales est soucieuse de maintenir le niveau de qualité du patrimoine immobilier du domaine privé des HCL qui est, dans sa très grande majorité, constitué d'immeubles anciens de belle facture reconnu pour leur valeur architecturale. Les prix unitaires mentionnés doivent donc intégrer toutes les incidences nécessaires pour assurer la conservation des ouvrages existants et réaliser des travaux de qualité correspondants à ce niveau d'exigence. Les choix techniques de mise en œuvre, effectués par l'entreprise titulaire, devront offrir la meilleure pérennité des ouvrages tout en conservant ses qualités esthétiques.

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur le fait que de nombreux immeubles sont situés en périmètre de protection d'un monument classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire. Ce contexte impose à l'entreprise, lors de ses interventions, de ne pas dénaturer l'aspect des ouvrages à modifier. En concertation avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter les exigences de l'Architecte des Bâtiments de France sans pouvoir prétendre à une plus-value financière ou des articles complémentaires.

Les devis et les factures établis doivent correspondre exactement à la nature et à la quantité des prestations à réaliser.

Le coût des prestations est calculé à l'aide de prix unitaire soit au m³, au m², au ml, à l'unité, à l'heure, à l'ensemble ou au forfait. Les quantités calculées sont celles caractérisant l'ouvrage fini mesurable sur le chantier. Sauf spécifications décrites au CCTP, aucune quantité ne pourra être majorée par l'application d'un coefficient pour tenir compte des pertes et des chutes ou d'une quelconque difficulté d'exécution.

Afin de faciliter le contrôle des quantités calculées par l'entreprise, celle-ci devra produire en annexe de tous ses devis les minutes reprenant les détails des calculs.

Chaque prix unitaire mentionné au bordereau est **forfaitaire** et est réputé inclure :

- Toutes les missions préparatoires et d'organisation des travaux (les récupérations de clés à la Direction des Affaires Domaniales, les reconnaissances des lieux, les relevés, l'établissement des devis, la rédaction d'un plan de prévention et de protection de la santé - PPSPS, les visites préalables, les implantations et les traçages des ouvrages, les déplacements sur chantier, les réunions de chantier ou techniques, les campagnes d'information des occupants, la gestion et les prises de rendez-vous avec les attributaires ou les locataires...).
- Tous les moyens nécessaires à affecter pour garantir la sécurité des personnes de l'entreprise, des autres intervenants sur le chantier, des occupants des locaux et toutes personnes circulant aux abords du chantier notamment lors d'installations temporaires sur le domaine public (les protections, les balisages, les signalisations, les aménagements spécifiques, les préconisations du CSPS, la propreté et le rangement des zones de travail et des circulations...).
- Tous les moyens nécessaires à l'exécution en toute sécurité de travaux en hauteur (les échafaudages de tout type y compris garde-corps et stabilisateur, les PIR ou PIRL) conformément aux principes généraux de prévention énoncés aux articles L4121-1 à L4121-5 et L4522-1 du Code du Travail.
- Tous les moyens et formations nécessaires à l'application des mesures prévues au Plan de Prévention défini avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales à la prise en charge du présent marché.
- Tous les travaux d'étude nécessaires à la réalisation des travaux demandés.
- Tous les salaires et frais de personnel d'encadrement, administratifs et de production y compris les déplacements, les indemnités prévues dans la convention collective et l'intégralité des charges sociales.
- Tous les frais généraux nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise (ateliers, dépôts de stockage, bureaux, informatique, téléphones portables...), les bénéfices et aléas.
- Toutes les incidences financières consécutives au respect des délais d'établissement des devis et des délais d'exécution des travaux, notamment pour les interventions urgentes.
- **Toutes les incidences et contraintes liées à des interventions à réaliser en centre-ville** (le stationnement et son coût, les restrictions de circulation, les procédures de demande d'occupation du domaine public et autres démarches administratives y compris les droits afférents, les frais éventuels de remise en état des voiries, les frais de levage et de manutentions complémentaires...).
- Tous les matériaux (y compris chutes, pertes...), les matériels (y compris accessoires de fixation, pièces de raccordement, caches de finition...) et la main-d'œuvre qualifiée nécessaires à la bonne réalisation de l'ouvrage pour obtenir un résultat esthétique et pérenne.
- Tout l'outillage en bon état de fonctionnement et de dernière technologie nécessaire pour permettre la réalisation de l'ensemble des travaux selon les règles de l'art.
- Tous les travaux de descellements ou démontage des éléments résiduels des anciens ouvrages déposés notamment les pattes ou autres accessoires de fixation.
- Toutes les tâches et les suggestions inhérentes à l'exécution totale pour l'achèvement complet et parfait des ouvrages (les approvisionnements ; le montage et le stockage des matériaux ; le coltinage à pied d'œuvre des matériaux, matériels et déchets, indépendamment du nombre de niveaux ou des difficultés

d'accès ; les manutentions et les travaux préparatoires de toutes sortes ; les percements, saignées, encastrement, calfeutrement et bouchage nécessaires avec des produits adaptés ; toutes les finitions complètes et soignées, les raccordements, les réglages et essais de mise en service...).

- Tous les travaux nécessaires à la remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement.
- Toutes les tâches et les suggestions nécessaires aux nettoyages et aux protections des lieux d'intervention et des circulations empruntées.
- Tous les frais d'évacuation, de transport, de tri sélectif, de valorisation ou de traitements du matériel et des matériaux en excédent, des gravats, des décombres et autres déchets de classe 1, 2 et 3 conformément à la réglementation y compris les taxes dues.
- Tous les travaux nécessaires (y compris leurs incidences financières) de reprise, de remplacement ou de mise en conformité des ouvrages mal exécutés ou ne correspondant pas au cahier des charges.
- Toutes les missions liées à la fin du chantier (la gestion et le contrôle de la levée des réserves dans les délais, la restitution des clés à la Direction des Affaires Domaniales, la constitution des DOE, la mise à jour des plans de recollement, la remise des certificats de classement au feu...).

Les prix mentionnés au bordereau doivent inclure également les frais liés à l'exécution de l'ensemble des prestations préalables à toute mise en œuvre notamment :

- Les plans d'exécution qui devront être soumis à l'approbation du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.
- Les notes de calculs pour les échafaudages.
- Le dimensionnement des appareils à installer.

L'ensemble de ces documents devra être transmis pour visa au Bureau de Contrôle et à l'équipe de maîtrise d'œuvre avant tout commencement de mise en œuvre.

L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra se prévaloir d'une omission, d'un quelconque oubli, ou évoquer des difficultés spécifiques d'approvisionnement, de mise en œuvre ou de tout autre motif pour appliquer des plus-values financières ou des articles complémentaires lors de l'établissement de ses devis et de ses factures.

D. CHOIX DES MATÉRIAUX ET FOURNITURES

Tous les matériaux et produits prévus au bordereau et mis en œuvre par le titulaire seront obligatoirement des produits de première qualité (1er choix) issus de gammes professionnelles, estampillés par une des marques les plus représentatives du marché et **portant la mention NF**.

Les matériaux, produits et fournitures entrant dans la constitution des ouvrages réalisés devront satisfaire aux réglementations, règles de calculs, normes et D.T.U., en fonction de leur situation et de leur exposition et en particulier aux textes régissant l'isolation thermique et phonique ainsi que ceux ayant trait à la sécurité des personnes et aux protections contre l'incendie sans que la présente liste soit exhaustive ou limitative.

Le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales a éventuellement indiqué dans le présent CCTP, pour des raisons de compréhension, d'adaptation et de compatibilité parfaite, un certain nombre de références de matériaux et de fourniture qu'il souhaite voir utiliser dans la réalisation des travaux relevant de ce marché. Ce choix a été réalisé en appliquant des **critères qualitatifs de sélections très strictes (durabilité, fiabilité, réparabilité, esthétique, technique, habitabilité, protection de la santé, respect de l'environnement...)**.

Sauf pour certains matériels et matériaux où s'appliquent des contraintes d'uniformisation de l'ensemble des équipements ou de cohérence d'aspect, les références indiquées n'ont pas de caractère obligatoire. L'entreprise titulaire du présent lot a la possibilité de proposer de mettre en œuvre des produits équivalents de qualités identiques ou supérieures à condition de les faire valider (accord écrit), avant toute mise en œuvre. Pour obtenir cette validation l'entreprise devra présenter des échantillons accompagnés de leur fiche technique, de leur fiche de données de sécurité, de leur fiche de déclaration environnementale et sanitaire, de leur fiche d'analyse du cycle de vie et tout autre document nécessaire pour juger de leurs qualités et apprécier l'équivalence.

Le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales se réserve le droit de faire déposer et/ou remplacer, à la charge complète de l'entreprise titulaire du présent lot, tout matériau ou tout produit, n'ayant pas fait l'objet d'une validation en amont, sans qu'aucune réclamation ne puisse être formulée, ni demande d'indemnisation ni prolongation du délai d'exécution.

Au démarrage du présent marché, une réunion de validation pourra être organisée à la demande de l'entreprise. En cas de refus des produits présentés, l'entreprise titulaire du présent lot ne pourra réclamer aucune demande de compensation financière.

Pour les prestations de dépose et remplacement d'un équipement, si aucune précision n'a été donnée au niveau des caractéristiques techniques du nouveau produit à poser, celui-ci devra obligatoirement être équivalent et de qualité identique ou supérieure à celui en place.

E. STOCKAGE DES MATÉRIAUX ET FOURNITURES

Pour pallier les aléas d'approvisionnement chez les fournisseurs, l'entreprise titulaire devra constituer, en quantité suffisante, dans ses entrepôts, ses propres stocks de matériaux et de fournitures nécessaires à la bonne exécution des interventions d'urgence et des petites interventions non programmées du présent marché. Concernant ces interventions, aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour des problèmes d'approvisionnement.

Pour les travaux programmés, les matériaux et fournitures utilisés de façon récurrente devront également être stockés, en quantité suffisante, par l'entreprise titulaire dans ses entrepôts. Concernant ces prestations, aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour des problèmes d'approvisionnement.

Dans le cas de matériaux ou de fournitures spécifiques à une opération, l'entreprise titulaire devra, en amont, informer le maître d'ouvrage des délais particuliers d'approvisionnement ou de fabrication définis par le fournisseur. Concernant ces prestations, aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour des problèmes d'approvisionnement liés à un manque d'anticipation ou un retard dans le passage des commandes auprès des fournisseurs.

Tous les stockages de matériaux et fournitures dans les entrepôts de l'entreprise ou temporairement sur le chantier avant leur mise en œuvre devront se faire à l'abri des intempéries, des chocs et des salissures. Les modalités de ces stockages devront permettre de conserver l'intégralité des spécifications et qualités techniques des éléments stockés.

Pour le stockage temporaire de ces matériaux et ces matériels sur le chantier, l'attention de l'entreprise titulaire du présent lot est attirée sur la nécessité absolue de contrôler que les charges mises en place et leurs répartitions sont compatibles avec la surcharge admissible du plancher. Au besoin, l'entreprise prévoira un approvisionnement en plusieurs phases sans pouvoir réclamer de compensation financière.

Les aires de stockage ne devront pas entraver les circulations et les zones d'intervention et devront respecter les dispositions des documents du coordonnateur sécurité et protection de la santé ou du plan de prévention.

F. TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Dans le cadre de sa démarche en faveur du développement durable, il est demandé à l'entreprise titulaire du présent lot d'utiliser en priorité les matériaux et équipements pouvant s'inscrire dans une démarche environnementale notamment en termes de performances énergétiques (limitation des déperditions et des consommations d'électricité et de gaz), d'économie d'eau et d'impact sur l'environnement.

L'entreprise doit tenir un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

Les Hospices Civils de Lyon souhaitent valoriser les certificats d'économie d'énergie sur les travaux éligibles. Ils ont fait le choix de céder eux-mêmes les droits des C.E.E auprès des obligés. Les prestations éligibles devront être accompagnées des pièces annexes relatives à chaque fiche concernée à chaque facturation.

G. ÉTABLISSEMENT DES DEVIS ET DÉLAIS

Les travaux concernant les interventions d'urgence et les petits travaux curatifs ou d'entretien, relevant de la « classe 6 », ne font pas l'objet d'un devis préalable. Cependant, si lors de son intervention sur place, l'entreprise titulaire du marché constate que les travaux à réaliser sont plus importants que ceux demandés par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, elle devra l'en informer immédiatement et établir un devis.

Les autres travaux, qui relèvent de la « classe 6 » ou de la « classe 2 », font l'objet systématiquement d'un devis préalable. L'entreprise titulaire du présent marché devra avoir mis en place une organisation et les moyens nécessaires pour établir ses devis dans les délais impartis. **Les devis transmis devront être présentés de façon claire et notamment comporter l'ensemble des détails des calculs des quantités.**

À la suite d'une demande de chiffrage formulée par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, faite par courriel, l'entreprise titulaire du présent marché dispose d'un délai défini pour établir son devis :

- Pour les travaux urgents touchant à la sécurité des personnes, le délai maximum accordé est de 2 jours ouvrés.
- Pour les petits travaux courants d'entretien, le délai maximum accordé est de 5 jours ouvrés (1 semaine).
- Pour les gros travaux de rénovation, le délai maximum accordé est de 10 jours ouvrés (2 semaines).
- Pour les gros travaux de rénovation avec l'intervention d'un maître d'œuvre extérieur quantifiant les ouvrages et établissant un prédevis sur la base du BPU, le délai maximum accordé est de 5 jours ouvrés (1 semaine).

Les dates retenues pour le calcul du délai sont la date d'envoi du courriel du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales et la date de réception du courriel contenant le devis.

Conformément au CCAP, tout manquement du titulaire, vis-à-vis de ces obligations en termes de délai, fera l'objet de l'application de pénalité.

En cas de désaccord sur le devis transmis, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales fera part de ses remarques à l'entreprise qui disposera d'un délai de 2 jours pour le corriger et le renvoyer.

En cas de non-respect de ces délais ou sans retour de l'entreprise, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales se réserve la possibilité d'éditer un bon de commande sur la base de son estimation pour enclencher l'intervention de l'entreprise. La contestation du montant figurant sur le bon de commande ne permet pas de surseoir à la réalisation de l'intervention dans les délais.

H. DÉLAI D'INTERVENTION

En principe, le bon de commande définit le délai dans lequel l'intervention doit être réalisée. À défaut, les principes suivants sont à appliquer :

- Pour les interventions urgentes (danger grave et imminent ou état impactant fortement l'habitabilité d'un ou plusieurs logements) : intervention à réaliser en moins de 4 heures à compter de la réception de la demande. **Cette demande pourra être formulée par un appel téléphonique et fera l'objet d'une régularisation ultérieure écrite.**
- Pour les petites interventions non urgentes :
 - Dans des locaux occupés : appel du locataire pour prise de rendez-vous à réaliser dans les 2 jours ouvrés à compter de la réception de la commande.
 - Dans des locaux vides : intervention à réaliser dans les 5 jours ouvrés (1 semaine) à compter de la réception de la commande.
- Pour les gros travaux de rénovation programmés : les travaux seront à exécuter suivant le planning transmis par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales. À noter qu'entre la réception de la commande et le démarrage des travaux, l'entreprise disposera d'un délai maximum de 10 jours ouvrés (2 semaines) pour s'organiser et préparer son chantier.

Dans le cadre de travaux avec rendez-vous chez un occupant, l'entreprise devra prendre toutes ses dispositions pour respecter la date et l'horaire convenus. En cas d'empêchement ou de retard, l'entreprise devra avertir immédiatement l'occupant pour décaler ou reporter l'intervention en accord avec celui-ci.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le rythme et la quantité des travaux à réaliser dans le cadre de ce marché ne sont pas linéaires et ne peuvent être précisément définis à l'avance. L'entreprise titulaire devra donc mettre en place une organisation lui permettant de mettre, à disposition du présent marché, l'effectif nécessaire pour répondre à ces variations notamment en période de congés et lors de la simultanéité de plusieurs chantiers.

Conformément au CCAP, tout manquement du titulaire, vis-à-vis de ces obligations en termes de délai, fera l'objet de l'application de pénalité.

À la demande du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, l'entreprise titulaire devra transmettre, dans les 2 jours ouvrés, un tableau de suivi du traitement de l'ensemble des bons de commande.

I. SOUS-TRAITANCE :

Pour rappel, le candidat est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de son marché sous réserve de respecter toutes les conditions mentionnées dans le CCAP et notamment l'obligation d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant avant toute intervention sur les chantiers.

Le dossier de demande d'acceptation du sous-traitant doit être transmis dans un délai suffisant pour permettre son traitement par rapport à la date de début d'intervention de celui-ci sur le chantier.

L'attention du titulaire du présent lot est attirée sur l'importance du renseignement des informations demandées dans le DC4 et notamment sur la description détaillée de la nature des prestations sous-traitées (paragraphe F du DC4). Conformément à l'article R. 2193-9 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra exiger la justification du montant mentionné (paragraphe G du DC4).

Ce dossier doit être adressé au responsable du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales pour avis et le cas échéant, au préalable, au maître d'œuvre pour validation.

L'entreprise titulaire reste totalement responsable dans l'exécution du marché des sous-traitants acceptés notamment en cas d'accident, de dégâts produits, de dégradation des lieux ou de mauvaise exécution des travaux. L'entreprise devra mettre en place une organisation spécifique pour superviser ses sous-traitants et assurer des contrôles journaliers. L'entreprise conservera à sa charge la gestion complète de ses sous-traitants, notamment en termes de coordination. Tout manquement pourra conduire à une restriction sur l'utilisation de la sous-traitance.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser les sous-traitants proposés si les documents transmis (qualification, références, CV des salariés) ne permettent pas de justifier de leurs aptitudes techniques à réaliser les travaux que l'entreprise titulaire souhaite leur confier.

En aucun cas, un refus ou une acceptation tardive d'un sous-traitant ne pourront être invoqués par l'entreprise titulaire du présent marché pour justifier tout retard dans l'exécution de ses travaux.

J. BON D'INTERVENTION

Le bon d'intervention est un écrit établi par l'entreprise titulaire qui précise les conditions d'exécution de la commande. Ce document concerne les interventions d'urgence et les petits travaux curatifs ou d'entretien, par nature non programmés, qui relèvent de la « classe 6 » et qui ne font pas l'objet d'un devis préalable.

Dès la fin de l'intervention, le titulaire en attestera l'exécution en transmettant ce bon. Cette restitution de l'information sur l'intervention réalisée est obligatoire.

Le bon d'intervention doit reprendre le numéro du bon de commande, le nom et le numéro de marché de l'entreprise. Il doit être rempli, lisiblement, lors de l'intervention. Les renseignements suivants doivent obligatoirement y figurer :

- Date de l'intervention,
- Heure d'arrivée,
- Heure de départ,
- Qualité de la personne attestant de la réalité de l'intervention (locataire, gardien ou technicien),
- Nom et signature de cette personne.

En cas d'intervention dans les parties communes ou des locaux inoccupés, l'entreprise devra joindre en annexe de son bon d'intervention des photographies prises avant et après ses travaux.

Autant que possible, le titulaire utilisera la partie à remplir appelée « Bon d'intervention », en fin des bons de commande. Si besoin, ce bon d'intervention sera complété par un rapport, dont la forme est laissée à l'appréciation de l'entreprise, détaillant les prestations réalisées et les types précis des matériels et matériaux mis en œuvre.

Toute facture transmise sans le bon d'intervention complété correspondant sera automatiquement rejetée.

K. TRAVAUX EN HAUTEUR

L'entreprise titulaire devra mettre en place tout le matériel adéquat, nécessaire et suffisant pour permettre l'exécution de ses travaux en hauteur en toute sécurité.

Elle devra utiliser, sous son entière responsabilité, tous les éléments d'échafaudages, les gazelles et autre moyen de levage nécessaires à l'exécution de ses travaux. Les échafaudages installés devront être dimensionnés pour supporter leur propre poids, les charges éventuelles à reprendre et les surcharges des poids emmenés. Avant tout montage, la capacité des ouvrages servant de surface d'appui ou de point d'ancrage devra être vérifiée. Le montage et le démontage des échafaudages devront être exécutés par un personnel formé et compétent. Avant chaque utilisation, l'ensemble des éléments de stabilité (points fixes, points d'ancrage, stabilisateur...) et des éléments de sécurité (garde-corps, plinthes...) devront être contrôlés par une personne formée et compétente.

Les employés travaillant sur les échafaudages devront porter l'ensemble des équipements de protections individuelles (EPI) nécessaires à leur parfaite sécurité.

L. DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DE CHANTIER

Pour les gros travaux de rénovation, au plus tard deux semaines après la fin des travaux, les documents suivants sont à remettre en format papier et informatique au titre des DOE :

- Références, nom et coordonnées des fournisseurs, fiches techniques et notices d'entretiens des matériaux mis en œuvre (fichier au format PDF).
- Fiches techniques et notice d'utilisation des équipements mis en place.
- Note de calcul le cas échéant.
- Plans de calepinage et de recollement des ouvrages exécutés (fichier au format DWG).

M. IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR CHANTIER

Chaque intervenant devra être identifiable et porter des vêtements avec le logo de l'entreprise visible.

Il est rappelé que tout salarié qui travaille sur un chantier doit détenir la carte d'identification professionnelle du BTP, aussi appelée CIBTP. L'obtention de cette carte doit être sollicitée par l'entreprise qui emploie le salarié.

Chaque salarié détenteur de la carte BTP doit être en capacité de la présenter sans délai aux agents de contrôle des services de l'État, au maître d'ouvrage ou au donneur d'ordre intervenant sur le chantier. Un employeur qui ne remplit pas son obligation de demande de carte BTP pour l'un de ses salariés risque jusqu'à 4 000 € d'amende par salarié ou par infraction et 8 000 € en cas de récidive dans l'année qui suit la 1ère amende.

En conséquence, tout le personnel de l'entreprise titulaire du présent marché ou appartenant à ses sous-traitants éventuels doit porter sur lui cette carte CIBTP et la présenter systématiquement à toute demande. En cas de refus ou d'impossibilité, la personne concernée devra quitter le chantier et l'entreprise titulaire devra justifier de cette attitude vis-à-vis de la Direction des Hospices Civils de Lyon. Le cas échéant, un signalement sera transmis aux autorités compétentes.

N. QUALIFICATION ET COMPORTEMENT DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Lors des interventions sur le patrimoine faisant partie du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les règles de présentation, de courtoisie et de discrétion soient respectées par lui-même, son personnel et ses sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage envers les Hospices Civils de Lyon à ce que ses techniciens et ouvriers s'abstiennent de tout commentaire ou remarque auprès des occupants ou utilisateurs concernant l'état des installations ou équipements de quelques natures que ce soit.

Le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales et, par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG, le maître d'œuvre ont le droit d'exiger du titulaire qu'il retire des chantiers, ateliers ou bureaux, toute personne qu'il emploie, pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

En aucun cas, cette demande de retrait ne pourra être invoquée par l'entreprise titulaire du présent marché pour justifier tout retard dans l'exécution de ses travaux.

O. EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les plans remis sont fournis à titre indicatif et considérés comme une proposition technique. Il appartient à l'entreprise de vérifier sur place les cotes existantes et d'établir l'ensemble des plans d'exécution nécessaires à la bonne réalisation des travaux. Aucune dimension ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. L'entreprise devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses. En cas de doute ou d'erreur, elle en référera immédiatement au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales ou le cas échéant au maître d'œuvre.

L'entreprise devra vérifier, sans qu'il soit nécessaire de le rappeler, que les travaux à réaliser respectent :

- Les exigences réglementaires spécifiques dues au classement, à la fonction et à la nature du bâtiment.
- Les textes réglementaires en matière de protection contre le risque incendie et l'ensemble des normes concernant la sécurité au feu des bâtiments.
- La Réglementation Thermique « RT Existant » et les règles qui lui sont associées définies par arrêté gouvernemental.

L'entreprise ne pourra pas, d'elle-même, modifier quoi que ce soit au projet. Elle devra signaler tous les changements qu'elle croira utile d'y apporter. Elle demandera tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblera douteux ou incomplet. Elle complétera dans les moindres détails, les plans qui lui seront soumis.

Dans le cadre de son devoir de conseil, l'entreprise devra signaler au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et les règles de l'art. Le fait d'exécuter sans rien changer, les prescriptions des documents techniques remis, ne peut atténuer, en quoi que ce soit, sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Faute de se conformer à ces prescriptions, l'entreprise deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Tout ouvrage exécuté sur le chantier sans tenir compte des spécifications sera immédiatement démoli, démonté ou enlevé sur simple observation motivée du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales. Il devra être remplacé par un ouvrage conforme aux indications du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales ou le cas échéant du maître d'œuvre.

En tout état de cause, tous les plans d'exécutions devront être soumis par l'entreprise au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales ou le cas échéant au maître d'œuvre avant démarrage de ses travaux.

L'entreprise devra intégrer dans son processus d'exécution des travaux toutes les contraintes liées aux interventions des autres corps d'états du chantier. Elle devra se mettre en rapport avec les autres entreprises amenées à intervenir sur le même chantier afin d'avoir une parfaite connaissance des supports, implantations, réservations et s'entendre avec elles sur les dispositions à respecter pour assurer la bonne coordination des travaux. Elle devra être représentée à toutes les réunions où elle sera convoquée par l'interlocuteur unique désigné et, exceptionnellement, en cas d'impossibilité, par une personne compétente, qualifiée et ayant le pouvoir de décision.

Avant toute intervention sur des éléments porteurs, l'entreprise devra en aviser le Bureau de Contrôle et le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales et lui décrire en détail les travaux qu'elle envisage de réaliser.

L'entreprise devra, avant toute intervention, vérifier l'existence de conduits ou canalisations cachés ou encastrés et prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour assurer leur protection et leur conservation en bon état.

En cas de découverte pendant la réalisation des travaux de substances dangereuses (amiante, plomb, etc.) non répertoriées ou d'ouvrages en mauvais état présentant un risque, le titulaire devra arrêter immédiatement les travaux et avertir le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

Lors d'une intervention chez un occupant, si l'entreprise se trouve confrontée à des locaux rendus difficilement accessibles par son occupation (surchargé en mobiliers ou encombrants) empêchant la bonne réalisation des travaux, elle devra immédiatement en informer le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales pour avis et actions à mener.

L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires et suffisantes pour limiter les nuisances (bruits, poussières, coupures de réseau...) auprès des occupants des immeubles. En cas de travaux provoquant obligatoirement de véritables gênes pour les occupants, l'entreprise devra réaliser une campagne d'information préalable en accord avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

Dans les parties communes ou les locaux occupés, l'utilisation de poste de radio par le personnel intervenant n'est pas autorisée. En cas de locaux vides de tout occupant, l'utilisation sera autorisée, mais en volume sonore restreint.

L'entreprise sera responsable de la surveillance de son matériel, de ses matériaux et de ses ouvrages ainsi que de la protection et de la sécurité du chantier jusqu'à la réception.

L'entreprise sera responsable de tous dégâts, détériorations ou soustractions survenus sur le chantier ou dans les parties communes pendant les travaux, soit du fait de ses ouvriers ou de ses sous-traitants soit du fait de ses manquements ou négligences qui auraient permis à des personnes extérieures de s'introduire dans les lieux.

Dans le cas d'interventions simultanées de plusieurs entreprises, et dans l'hypothèse où l'auteur du dégât ou de la soustraction ne pourrait être connu, la réparation en serait supportée par les diverses entreprises présentes sur le chantier et en fonction du montant de leurs travaux.

P. PROCÉDURE DE CONTRÔLE

Avant la réalisation de ses travaux, l'entreprise titulaire devra effectuer les contrôles suivants :

- Contrôle de l'exactitude des repères de référence, dans la limite des tolérances admises (niveaux, nus, axes).
- Contrôle de la conformité des ouvrages réalisés et directement liés à ceux qui doivent être réalisés.
- Contrôle sur la conformité des réservations faites par les autres corps de travaux et qui doivent permettre le fonctionnement des ouvrages à poser.

Toutes les opérations de contrôle mentionnées ci-dessus seront effectuées au fur et à mesure de l'avancement des autres corps d'état. En cas d'erreur relevée, celle-ci devra être signalée sans retard, afin de permettre les rectifications éventuellement nécessaires, dans les délais prévus au planning.

Les tolérances de verticalité sont celles définies dans les D.T.U. et les réglementations en vigueur. L'entreprise titulaire devra informer le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales ou son représentant en cas de dépassement de ces tolérances.

Q. NETTOYAGE ET PROTECTION DES LIEUX

Le titulaire doit laisser les lieux propres à chaque fin de journée de travail avec une vigilance toute particulière au niveau des parties communes empruntées. Il doit évacuer au fur et à mesure l'ensemble des gravats et autres déchets pour éviter tout stockage sur place. Il doit effectuer un nettoyage soigné des lieux à chaque fin d'intervention.

Le titulaire doit se charger de l'évacuation de l'ensemble des gravats, déchets et équipements remplacés non conservés ou hors d'usage liés à son intervention. Il doit pouvoir garantir, à tout moment, au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, ou à son représentant, que ceux-ci ont été évacués en déchetteries agréées ou lieux de stockage spécialisés.

En aucun cas, les équipements démontés et non conservés ne seront restitués aux occupants ou laissés sur place. À ce titre, le stockage de matériaux, matériels et déblais n'est en aucun cas autorisé dans les parties communes et l'utilisation des poubelles des immeubles est strictement interdite. De même, il est formellement interdit de verser dans les évacuations des sanitaires tout produit chimique, colle, enduits et autres produits semi-liquides.

Pendant toute la durée de ses travaux, le titulaire devra prévoir la fourniture et la mise en place de toutes les protections temporaires nécessaires et suffisantes afin d'assurer la conservation des lieux dans lesquels il se trouve et d'empêcher toutes dégradations des biens, des équipements et des matériaux laissés en place, notamment lors des interventions chez l'occupant. Les protections mises en œuvre devront protéger contre les risques de poussière, de salissure et de chocs. À la fin de son intervention, il procédera à la dépose et au repliement de l'ensemble des protections puis procédera à un nettoyage complet et soigneux des lieux, y compris la réalisation d'un dépoussiérage par aspiration.

En cas de manquement de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants, l'ensemble des frais de remise en état consécutifs à l'intervention d'une entreprise extérieure spécialisée seront entièrement à sa charge.

R. UTILISATION DES ASCENSEURS

L'utilisation des ascenseurs est strictement interdite pour les approvisionnements comme pour les évacuations de déblais, gravats, déchets... (La mise en place d'un moyen de levage ou d'une goulotte extérieure doit être privilégiée).

Toutefois, le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales pourra, à titre exceptionnel, en autoriser l'utilisation sous réserve de la mise en œuvre d'une protection intérieure adéquate de la cabine (prestation à la charge des entreprises utilisatrices).

Dans ce cas, l'entreprise a la stricte obligation de respecter la charge admissible par l'appareil et de procéder à un nettoyage systématique au moment de l'utilisation pour éviter toute introduction de corps étranger dans les organes de l'ascenseur (portes, glissières, etc.).

S. ACCÈS AUX IMMEUBLES ET LOCAUX

Le titulaire aura une dotation initiale remise après notification du marché composée de 3 badges de type VIGIK pour un accès permanent aux immeubles et de 3 clés « passe » pour un accès aux locaux où il devra intervenir.

Cette dotation sera remise au représentant légal du prestataire contre signature dans un registre. Le titulaire a l'obligation de restituer les clés et badges en fin de marché.

Pour l'accès aux locaux non mis sous « passe », des clés spécifiques seront remises à l'entreprise pour l'exécution de ces travaux. Le titulaire a obligation de restituer ces clés au Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales dès la fin de son intervention (le délai maximum est de un jour ouvré).

II. DESCRIPTIFS

Les études de conception et les travaux à réaliser dans le cadre de ce marché devront obligatoirement être exécutés dans le respect des règles de l'art et tout particulièrement conformément aux réglementations, aux DTU, aux Avis Techniques, aux Eurocodes, aux Normes en vigueur et le cas échéant aux prescriptions spécifiques du fabricant. Tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB devront être titulaires de cet avis et mis en œuvre conformément à cet avis.

Les prestations et travaux décrits, ci-après, ne se veulent pas exhaustifs. L'entreprise, en tant que professionnel sachant, devra anticiper et inclure dans ses prix tout élément manquant pour réaliser une prestation globale répondant aux critères d'exigences et de services présentés dans la première partie du présent CCTP.

L'entreprise ne pourra se prévaloir d'une omission, d'un quelconque oubli, ou évoquer des difficultés spécifiques d'approvisionnement, de mise en œuvre ou de tout autre motif pour appliquer des plus-values financières ou des articles complémentaires lors de l'établissement de ses devis et de ses factures.

1. INSTALLATIONS DE CHANTIER

1.1. Base-vie inter-entreprises

Ces articles s'appliquent dans le cadre de la réalisation d'un chantier dans un bâtiment ne disposant pas d'un local pouvant être utilisé comme base-vie inter-entreprises.

1.1.1. Mise à disposition d'une base-vie

Cet article concerne la mise à disposition pendant toute la durée des travaux d'une base-vie autonome pour minimum 6 personnes. Cette base-vie devra être conforme à la réglementation en vigueur et répondre aux exigences légales du Code du travail en matière d'hygiène. Elle comprendra un bungalow avec vestiaires, lavabos, WC, douches et espace repas, ainsi que les clôtures, barrières et autres protections nécessaires pour assurer la sécurité de la zone. Les prestations incluses dans cet article sont :

- La fourniture d'une base-vie complète y compris son transport, sa livraison, sa mise en place, sa mise en service complète et toutes les manutentions nécessaires.
- Les démarches administratives pour l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.
- Les raccordements aux réseaux si besoin.
- Les affichages et balisages pour sécuriser la zone.
- Le démontage, le repliement, l'évacuation et le transport à la fin du chantier.
- La remise en état des lieux.

La mise en place et l'enlèvement des installations se feront à la demande du Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

1.1.2. Entretien et location de la base-vie

Cet article concerne :

- L'ensemble des frais de location hebdomadaire de la base-vie
- La prestation hebdomadaire complète d'entretien de l'ensemble des installations à réaliser pour le maintien en bon état de la base-vie pendant toute la durée de mise à disposition.

1.1.3. Droit de voirie pour la base-vie

Cet article concerne la prise en charge des frais mensuels d'occupation de voirie, pendant toute la durée de mise à disposition, lorsque la base-vie sera installée sur le Domaine Public.

1.2. Affichages réglementaires

1.2.1. Panneau de chantier

Fourniture d'un panneau de chantier de forme rectangulaire et de dimensions permettant :

- En partie supérieure, l'affichage d'information « publicitaires » (logo, texte et photographie) respectant la charte graphique des Hospices Civils de Lyon.
- En partie inférieure, l'affichage des informations obligatoires (nom et coordonnées des intervenants).

Ce panneau devra répondre aux exigences nécessaires à la réalisation de cette formalité obligatoire.

La prestation comprend la fourniture, la livraison, la pose en début de chantier (y compris fourniture d'un support ou toute fixation nécessaire pour sa mise en place de manière pérenne sur support existant) et l'enlèvement en fin de chantier (y compris enlèvement du support ou remise en état du support existant utilisé).

1.2.2. Panneau d'affichage d'autorisation d'urbanisme

Fourniture d'un panneau d'affichage de forme rectangulaire pour informer de l'obtention d'une autorisation d'urbanisme (Permis de Construire, Déclaration Préalable de travaux, etc.). Ce panneau devra répondre aux exigences nécessaires à la réalisation de cette formalité obligatoire.

Les informations mentionnées comprendront notamment :

- La nature de l'autorisation d'urbanisme obtenue.
- La nature des travaux qui vont être réalisés.
- Le nom et les coordonnées des HCL.
- La date et le numéro de l'autorisation d'urbanisme obtenue.
- Les éléments de superficie (terrain, plancher...).
- Le nom et les coordonnées de la mairie où le dossier peut être consulté.

La prestation comprend la fourniture, la livraison, la pose (y compris fourniture d'un support ou toute fixation nécessaire pour sa mise en place de manière pérenne sur support existant) et l'enlèvement (y compris enlèvement du support ou remise en état du support existant utilisé).

1.3. Protections et clôtures de chantier

Ces articles concernent la mise en place d'éléments rigides ou souples pour protéger toutes surfaces (sols, murs, boiseries, passage libre...), tout ouvrage, tout mobilier et pour fermer tout passage ou ouverture. **L'utilisation des présents articles n'est pas cumulable avec d'autres articles du BPU incluant déjà ces prestations.**

1.3.1. Protections rigides

Cet article comprend la fourniture, l'approvisionnement, la pose (y compris les éléments de fixation nécessaires), la dépose et l'évacuation de plaque de protection rigide antichoc en plastique polypropylène alvéolée de 4 mm d'épaisseur.

1.3.2. Protections souples

Cet article comprend la fourniture, l'approvisionnement, la pose (y compris les éléments de fixation nécessaires), la dépose et l'évacuation de film polyéthylène de 150 microns d'épaisseur.

1.3.3. Clôture de protection

Cet article comprend la fourniture, le transport, l'approvisionnement, les manutentions, l'installation, les déplacements et les remises en place pour maintien en parfait état, la dépose, le repliement et l'évacuation de clôtures de protection, type HERAS avec plots, nécessaires à la sécurisation d'une zone.

1.4. Installation de chantier de démolition

Ces articles concernent la mise en place de l'ensemble des installations nécessaires à la bonne exécution des travaux de démolition du présent lot.

1.4.1. Installation d'une base-vie autonome

Cet article concerne la mise en place pour un mois d'une base-vie autonome afin d'accueillir le personnel pendant la durée du chantier de démolition. Il comprend :

- La fourniture d'une base-vie autonome type roulottes pour répondre aux exigences légales du Code du travail en matière d'hygiène.
- Le transport, la livraison, la mise en place et la mise en service de la base-vie au démarrage du chantier.
- Les démarches administratives pour l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.
- Les frais d'occupation de voirie lorsque la base-vie sera installée sur le Domaine Public.
- L'entretien régulier de la base-vie.
- Les clôtures, barrières, affichages, balisages et autres protections nécessaires pour assurer la sécurité des zones.
- Le repliement, l'enlèvement, l'évacuation et le transport de la base-vie en fin de chantier.
- La remise en état des lieux.

La mise en place et l'enlèvement des installations seront directement gérés par l'entreprise en fonction du planning qu'elle aura préalablement défini avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

1.4.2. Installation d'une goulotte en façade

Cet article concerne l'installation pour un mois d'une goulotte en façade et d'un palan pour évacuation des matériaux, des gravats, des déblais, des déchets et autres éléments issus des travaux de démolition. Il comprend l'approvisionnement y compris toutes les manutentions nécessaires, l'installation sur rue ou sur cour, l'entretien et le repliement de :

- Une protection au droit de la façade sur toute la hauteur,
- Une sapine sur toute la hauteur,
- Une goulotte cylindrique, en polyéthylène, fixée sur la sapine et composée d'éléments emboîtables assemblés par chaînes et mousquetons y compris un premier élément avaloir,
- Un palan d'échafaudage pour évacuation des éléments volumineux,
- Un passage protégé en rez-de-chaussée pour les piétons y compris l'ensemble du balisage,
- Des protections pour les ouvrages existants à proximité (sols, murs, toitures, structures, espaces verts, etc.)
- Des clôtures et protections nécessaires à la sécurisation de la zone.

Il comprend également :

- L'information, au préalable, avant dépôt des demandes d'autorisation de voirie, des commerces, au rez-de-chaussée, pouvant être impactés par cette installation.
- La mise en place, dans les parties communes de l'immeuble (tableau et ascenseur), 1 semaine avant la mise en place de cette installation, d'un affichage pour informer les occupants des travaux et de leur durée.
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.
- Toutes les démarches administratives d'obtention des autorisations et les droits de voirie pour installation de l'ensemble sur le Domaine Public.
- Les déplacements et les remises en place des clôtures et des protections, au besoin, durant tout le chantier.
- Le maintien en parfait état de l'ensemble des éléments de sécurisation de la zone pendant toute la durée du chantier.

La mise en place et l'enlèvement des installations seront directement gérés par l'entreprise en fonction du planning qu'elle aura préalablement défini avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

1.4.3. Installation d'une zone benne

Cet article concerne l'installation pour un mois d'une zone balisée pour accueillir les bennes permettant l'évacuation et le traitement en décharge des gravats, des déchets et autres éléments issus des travaux de démolition. Il comprend :

- Le transport, la livraison et la mise en place, y compris toutes les manutentions nécessaires, de clôtures, barrières de protection, affichages et balisages pour sécurisation de la zone.
- Les démarches administratives pour l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.
- Les frais d'occupation de voirie pour installation sur le Domaine Public.
- L'information, au préalable, avant dépôt des demandes d'autorisation de voirie, des commerces, au rez-de-chaussée, pouvant être impactés par cette installation.
- La mise en place, dans les parties communes de l'immeuble (tableau et ascenseur), 1 semaine avant la mise en place de cette installation, d'un affichage pour informer les occupants des travaux et de leur durée.
- Les protections des ouvrages existants à proximité (sols, murs, toitures, espaces verts, etc.)
- Les déplacements et les remises en place des clôtures et des protections, au besoin, durant tout le chantier.
- Le maintien en parfait état de l'ensemble des éléments de sécurisation de la zone pendant toute la durée du chantier.
- Le démontage, le repliement, l'évacuation et le transport à la fin du chantier.
- La remise en état des lieux.

La mise en place et l'enlèvement des installations seront directement gérés par l'entreprise en fonction du planning qu'elle aura préalablement défini avec le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales.

2. DÉMOLITION DES OUVRAGES AVEC PRÉSENCE DE PLOMB

Lors de l'établissement de son devis, il sera transmis au titulaire, par le Service Technique de la Direction des Affaires Domaniales, le rapport du diagnostic plomb avant travaux. Les zones concernées sont principalement des boiseries et ponctuellement des cloisons ou doublages recouverts de peinture contenant du plomb.

Ces éléments devront être déposés avec soin, lors d'une première phase précédant les travaux de démolition courants (*traités avec les articles de la partie 3*), et devront être traités conformément à la réglementation en vigueur.

L'entreprise, avant tout démarrage de ses interventions, devra :

- Informer spécifiquement par courrier et visite sur place les commerces au rez-de-chaussée et les avoisinants pouvant être impactés par les travaux.
- Réaliser une campagne d'affichage dans les parties communes, conforme à la charte graphique HCL, à l'attention de tous les occupants pour préciser les dates d'interventions et la durée des travaux.

Les prix unitaires des articles de ce chapitre 2 sont réputés intégrer l'ensemble des incidences liées à la présence de plomb dans les ouvrages à démolir et notamment :

- L'application des réglementations et normes en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement.
- L'ensemble du matériel nécessaire à la protection des salariés et à la bonne exécution des travaux.
- Le suivi médical renforcé du personnel intervenant.
- L'application de procédés évitant les émissions et la pollution des lieux.
- L'établissement d'un plan de prévention avec plan d'installation.
- Le confinement des zones à traiter y compris la mise en place de toutes les protections nécessaires et suffisantes pour la conservation des lieux.
- L'approvisionnement, le montage, l'utilisation, la manutention et le démontage d'échafaudages roulant si nécessaire.
- Le tri, l'emballage et le traitement des déchets plomb.
- Les manutentions nécessaires pour l'évacuation des déchets avec le palan.
- La fourniture, la mise en place et les rotations de bennes spécifiques « déchets plombs ».
- Les déplacements et les remises en place des clôtures et des protections durant tout le chantier.
- Les affichages et les balisages nécessaires à la sécurisation des zones.
- L'évacuation et le traitement des bennes spécifiques « déchets plombs ».
- La communication du bordereau de suivi des déchets.

3. DÉMOLITIONS DES OUVRAGES INTÉRIEURES

L'utilisation de ces articles se fera exclusivement dans le cadre de chantiers « sans amiante » (les opérations de désamiantage seront réalisées, le cas échéant, par une entreprise spécialisée, en préalable aux chantiers de démolition proprement dit). Cependant, certains ouvrages (gaines, conduits, etc.) en bon état, mais contenant de l'amiante, pourront être présent sur le chantier, car conservés. Ces ouvrages seront repérés et devront faire l'objet de précautions particulières. L'entreprise devra réaliser le chantier avec du personnel spécialement formé en sous-section 4 (intervention à proximité de matériaux contenant de l'amiante).

Le titulaire interviendra après consignation des réseaux électriques et des fluides par les entreprises concernées.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires et suffisantes pour garantir la sécurité des personnes et des biens pendant toute la durée de son intervention.

Il est rappelé que l'utilisation des ascenseurs est strictement interdite pour les évacuations des gravats, déblais et déchets. L'évacuation devra se faire par l'installation d'une goulotte et d'un palan en façade.

L'entreprise, avant tout démarrage de ses interventions, devra :

- Informer spécifiquement par courrier et visite sur place les commerces au rez-de-chaussée et les avoisinants pouvant être impactés par les travaux.
- Réaliser une campagne d'affichage dans les parties communes, conforme à la charte graphique HCL, à l'attention de tous les occupants pour préciser les dates d'interventions et la durée des travaux.

Tous les articles du chapitre 3 incluent (même si non précisé) :

- La mise en œuvre des procédures de tri, stockage, élimination et valorisation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.
- La protection des surfaces des zones empruntées.
- La protection des éléments conservés.
- L'intervention à proximité de matériaux contenant de l'amiante (sous-section 4).
- L'approvisionnement, le montage, l'utilisation, la manutention et le démontage d'échafaudages roulant si nécessaire.
- Les manutentions nécessaires y compris la mise en sac ou l'emballage pour les évacuations des matériaux, gravats, déblais, déchet et autres éléments issus des travaux par la goulotte et le palan.
- Les manutentions nécessaires pour la mise en benne y compris mise en morceaux, mise en sacs...
- La fourniture, la mise en place et les rotations de benne.
- Les déplacements et les remises en place des clôtures et des protections durant tout le chantier.
- L'évacuation et le coût du traitement des bennes en décharge.
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

3.1. Démolition de cloisons et de doublages

Quelle que soit la nature du matériau, la démolition de cloisons et de doublage comprend :

- Les arasements francs hauts, bas et latéraux.
- Les découpes franches et soignées au droit des parties conservées.
- Les protections nécessaires des ouvrages concernés.
- Les descellements des différentes prises.
- La dépose et l'évacuation des corniches, moulures, portes, esseliers, plinthes, stylobates, châssis, ensembles menuisés, rayons et équipements de placards,
- La dépose des réseaux de plomberie ou électriques, préalablement neutralisées par le corps d'état concerné, incorporés dans ces cloisons ou en applique.
- Le découpage au disque des ouvrages à démolir.
- Le bouchement et garnissage au mortier de ciment ou au plâtre des éventuelles saignées provoquées par la démolition des cloisons et des doublages
- L'évacuation de tous les gravats, déblais et matériaux, y compris mise en morceau, descente, chargement sur camions ou en benne et transport aux décharges publiques.

À compter à la surface des cloisons sans déduction des portes, châssis... en compensation des déposes de portes, boiserie, châssis... Les cloisons à démolir inférieures à 1,00 m² sont à compter pour cette surface.

Nota : le prix de cet article comprend les précautions nécessaires à prendre pour éviter le soulèvement des planchers bas après enlèvement des gravats, par décharge de ces planchers, par exemple, les esseliers pourront être maintenus en place jusqu'à l'approvisionnement du chantier en cloisons neuves ou autres matériaux. Ces esseliers seront ensuite déposés et évacués dans un deuxième temps sans plus-value.

3.2. Démolition de plafonds

Cet article est à quantifier à la surface habitable (les surfaces de soffite, caisson, joues et autres habillages horizontaux ainsi que les corniches sont réputés inclus dans le PU).

Dans le cas d'une zone avec plusieurs plafonds superposés, la surface concernée sera multipliée par le nombre de couches en place (état constaté en amont, lors de l'établissement du devis, à la suite de sondage destructif ou lors des travaux, de visu, par un Technicien de la Direction des Affaires Domaniales).

Les prix comprennent toutes les sujétions d'exécution, y compris toutes les coupes franches et soignées.

Les prix sont valables, quels que soient la hauteur du plafond et son type.

3.2.1. Démolition de plafonds en plâtre

Cet article concerne la démolition des plafonds en plâtre et comprend la démolition et l'évacuation du plâtre et de la totalité du lattis y compris l'arrachage des clous.

3.2.2. Démolition de plafonds en plaques de plâtre

Cet article concerne la démolition des plafonds constitués de plaques de plâtre vissées sur ossature métallique et comprend la démolition complète et l'évacuation des plaques de plâtre, des ossatures primaires et secondaires, des suspentes et de toutes les fixations.

3.2.3. Dépose de plafonds démontables

Cet article concerne la dépose sans réemploi de plafonds suspendus démontables et comprend la dépose complète et l'évacuation des plaques, des suspentes, des armatures (primaires et secondaires) et de toutes les fixations.

3.3. Démolition de carrelage, de faïences murales et de sols souples

Cet article est à quantifier à la surface habitable pour le carrelage, les sols souples (moquettes ou sols plastiques) et à la surface réelle pour les faïences (les surfaces d'embrasement de porte, de fenêtres, etc., sont réputées incluses dans le PU).

3.3.1. Démolition de carrelage y compris chape

Cet article concerne la démolition de carrelage y compris chape et comprend :

- Le piquage du carrelage,
- La dépose de la forme de pose et de la chape, quelle que soit l'épaisseur,
- Les coupes franches et soignées,
- La démolition des plinthes périphériques,

3.3.2. Démolition de faïences ou carrelages muraux

Cet article concerne la démolition de faïences ou carrelages muraux et comprend :

- Le piquage des carreaux posés à la colle ou scellés au mortier de ciment,
- Le brochage du mortier de ciment,
- Le nettoyage soigné compris le bouchement et le garnissage au mortier de ciment ou au plâtre des éventuelles saignées provoquées par la démolition.

3.3.3. Dépose de sols souples

Cet article concerne la dépose de sols souples et comprend :

- La dépose de moquette, sol plastique, lino... en lé ou en dalle,
- Le grattage de la colle,
- La dépose des seuils.

3.4. Démolition de parquet

Cet article est à quantifier à la surface habitable (les surfaces d'embrasure de porte, de fenêtres, etc., sont réputées incluses dans le PU).

3.4.1. Démolition de parquet avec son lambourrage

Cet article concerne la démolition de parquet avec son lambourrage et comprend la découpe franche et soignée du plancher en périphérie de la zone à enlever et le calage soigné et régulier des rives des parquets conservés.

3.4.2. Démolition de parquet posé sur bitume ou collé

Cet article concerne la démolition de parquet posé sur bitume ou collé et comprend le grattage de la colle et de toute sous-couche en place pour remise du support à nu.

3.4.3. Démolition de parquet flottant

Cet article concerne la démolition de parquet flottant et comprend la dépose des sous-couches, des plinthes, des quarts de rond...

3.4.4. Dépose de marin

Cet article concerne la dépose complète du marin par aspiration et son évacuation pour mise à nu de la structure du plancher. L'entreprise devra mettre en œuvre toutes les protections pour limiter au maximum la diffusion de poussière pendant son intervention. Toute nature et toutes épaisseurs de marin.

3.5. Démolition de boiseries et moulures

La démolition de boiseries et moulures comprend l'enlèvement des chevilles, échelles, tasseaux et tampons, le bouchement et garnissage au mortier de ciment ou au plâtre des éventuelles saignées provoquées par la démolition.

Les travaux de démolition des boiseries et moulures traités par les articles 3.5.1, 3.5.2, 3.5.3, 3.5.4 et 3.5.5 ne sont pas cumulables avec les articles 3.1 et 3.2 qui sont réputés les inclure.

3.5.1. Démolition de boiseries et moulures bois de hauteur $\leq 0,30$ m

Cet article concerne la démolition de l'ensemble des éléments en bois ou assimilés de hauteur égale ou inférieure à 30 cm (plinthes, corniches, cimaises, couvre-joints, mains-courantes...)

3.5.2. Démolition de boiseries et moulures de hauteur $> 0,30$ m

Cet article concerne la démolition de l'ensemble des éléments en bois, en plâtre ou assimilés de hauteur supérieure à 30 cm (stylobates, embrasures de passage, encadrements de baie de fenêtre, volets intérieurs, tablettes, trumeau, étagères, boiseries décoratives...). Compté à la surface vue (non développée)

3.5.3. Démolition de corniches plâtre

Cet article concerne la démolition de l'ensemble des corniches en plâtre, staff ou assimilés.

3.5.4. Démolition des aménagements de placards

Cet article concerne la démolition des aménagements de placards, comptée au mètre linéaire de placard, quelle que soit la hauteur et inclus les portes, les vantaux, les montants, les rayons, les retours, les joues, les tasseaux et autres éléments.

3.5.5. Dépose d'une porte simple

Cet article concerne la dépose soignée, la mise en morceau et l'évacuation d'une porte simple et de son cadre dans une cloison conservée.

3.5.6. Dépose d'une porte double

Cet article concerne la dépose soignée, la mise en morceau et l'évacuation d'une porte double et de son cadre dans une cloison conservée.

3.6. Démolition de murs non porteurs

Cet article concerne la démolition de murs maçonnés non porteurs pour ouverture totale par abattage y compris démolition par petites parties (évacuation des gravats comprise). Toute nature et toutes épaisseurs de mur.

3.7. Démolition de divers éléments

3.7.1. Dépose des appareils sanitaires

Cet article concerne la démolition et l'évacuation d'appareil sanitaire, quel que soit le type (lavabo, ensemble vasque avec meuble et miroir, évier avec meuble, ensemble WC, receveur de douche, baignoire...) y compris robinetterie, massifage, tablier... Ces travaux comprennent :

- Les reprises des dallages au mortier de ciment,
- Les bouchements des scellements et saignées au plâtre,
- Le nettoyage soigné après démolition.

3.7.2. Dépose des appareils autonomes

Cet article concerne la dépose et l'évacuation des appareils autonomes de chauffage gaz type AUER ou les accumulateurs lourds électriques.

3.7.3. Dépose des radiateurs

Cet article concerne la dépose et l'évacuation de tout type de radiateur (électrique, en fonte, en acier...)

3.7.4. Dépose des meubles caissons

Cet article concerne la dépose, la mise en morceaux et l'évacuation des caissons de meuble de cuisine, salle de bains ou autre y compris les portes, les rayonnages, les fixations... À compter à l'unité de caisson.

3.7.5. Traitement des déchets et des encombrants

Cet article concerne la dépose et l'évacuation de déchets, objets, meubles, électroménagers, gravats, encombrants... dans appartements, greniers, caves, tous locaux privés et parties communes y compris mise en

morceaux, toutes manutentions, bennes et traitements en décharge conformément à la réglementation. Compté en m3 après mise en morceaux. (Cet article concerne uniquement des éléments présents avant tout travaux de démolition et ne peut pas venir en complément d'autres articles du chapitre démolition)

3.7.6. Forfait pour purge des installations et équipements

Cet article concerne la purge et l'évacuation de tous les éléments « accrochés » (tringles, miroirs, porte-manteaux, étagères, fixations, spots, lustres...) ainsi que les installations techniques (câbles électriques, goulottes, fourreaux, gaines, tuyaux...) résiduelles après la dépose des plafonds, cloisons et autres ouvrages. Compté au forfait par appartement.

3.8. Démolition de cheminées

3.8.1. Démolition de cheminée sans réemploi

Cet article concerne la démolition sans réemploi d'habillage marbre de cheminées, tablette, jambages, façade, corps fonte, etc., y compris la mise en morceau et l'évacuation.

3.8.2. Démolition de cheminée avec réemploi

Cet article concerne la démolition avec soin, en vue d'un réemploi, d'habillage en marbre de cheminées, tablette, jambages, façade, corps fonte, etc., y compris le repérage, l'emballage, l'évacuation et le transport dans un lieu de stockage des HCL.

3.8.3. Reprise ponctuelle après démolition

Cet article concerne la réalisation de reprises ponctuelles des conduits de fumée suite à la démolition de l'habillage de cheminée pour reconstitution de l'étanchéité des conduits. Il comprend tous les travaux de piquage complémentaires, la main-d'œuvre, les matériaux et toutes les manutentions nécessaires. Compté forfaitairement à l'unité de cheminée démolie.

3.8.4. Démolition de conduit

Cet article concerne la démolition de conduit de cheminée ou de ventilation type boisseau brique. Compris évacuation des gravats. Profondeur moyenne 25 cm. Compté à la surface d'élévation.

3.8.5. Démolition de souches de cheminées

Cet article concerne la démolition de souches de cheminées, compris démolition des mitrons couronnement, conduits et descentes des gravois (compté au volume de la souche). Comprenant tous les ouvrages d'échafaudage et de protection des travailleurs, l'évacuation en décharge des gravois, Mise en place d'une protection assurant l'étanchéité de l'ouverture et sa tenue au vent en attente de l'intervention du couvreur.

3.9. Incidences manutentions manuelles à pied

L'installation d'une goulotte en façade doit être privilégiée soit côté rue soit côté cour pour réaliser toutes les évacuations consécutives aux travaux de démolitions. **Uniquement dans le cas d'une configuration technique empêchant la mise en place d'une goulotte et/ou d'un palan**, une incidence manutentions manuelles à pied pourra être cumulée avec les postes de démolition. Compté au m3 démolé sans application de coefficient de foisonnement. Le détail des calculs devra être obligatoirement mentionné dans le devis.

3.9.1. Incidences manutentions verticales

Cet article concerne les cas où, à la suite de l'impossibilité technique de mettre en place une goulotte et/ou un palan, les gravats, les déblais, les déchets et autres éléments issus des travaux de démolition doivent être évacués

par les escaliers. Le calcul se fera par m3 démoli et par niveau descendu ou monté à pied. (*Exemple de calcul : pour évacuer à pied par les escaliers une cloison démolie de 3,00 ml x 3,10 m de ht x ép. 0,05 m au 3^e étage = (3,00 x 3,10 x 0,05) x 3 niv. = 0,465 m3 x 3 niv. = 1,395 m3*). Cet article comprend toutes les manutentions à réaliser pour amener les éléments à évacuer en pied d'immeuble y compris leur mise en benne.

Cet article ne pourra pas être utilisé si le maître d'ouvrage, à titre exceptionnel, autorise l'utilisation des ascenseurs.

3.9.2. Incidences manutentions horizontales

Cet article concerne les cas où la mise en place de bennes est impossible en pieds d'immeuble et que la benne a dû être positionné à plus de 10 m du pied de l'immeuble. Le calcul se fera par m3 démoli et par ml parcouru à pied entre le pied de l'immeuble et la benne.

3.10. Démolitions sur les façades

3.10.1. Démolition de modénature

Cet article concerne la démolition de cordons, coudières, corniches et autres moulures en ciment ou en pierre jusqu'à 0,20 de saillie, y compris regarnissage de prises et évacuation des gravois.

3.10.2. Démolition de couvertine

Cet article concerne la démolition de couvertine ciment quel que soit le développement y compris regarnissage de prises et évacuation des gravois.

3.10.3. Forfait pour purge de façades

Cet article concerne la purge d'éléments de façades dégradés. C'est une prestation forfaitaire qui comprend :

- L'utilisation de matériel conforme à la réglementation et contrôlé périodiquement.
- Le balisage de la zone d'intervention avec clôtures, protections et affichages nécessaires à la sécurisation de la zone.
- Les démarches administratives pour l'obtention de toutes les autorisations nécessaires.
- Les informations préalables des commerces en rez-de-chaussée et des occupants.
- Le transport aller-retour, la mise en place, la location et la conduite par une personne dûment qualifiée et habilitée d'une nacelle élévatrice pour intervention toutes hauteurs jusqu'à 25m.
- La purge des éléments dégradés, la fixation des éléments conservés au ciment et l'évacuation des gravois.
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

Ce forfait s'entend pour une intervention de 2 personnes pour une durée définie avec main-d'œuvre et nacelle comprise.

L'utilisation de cet article ne peut pas se cumuler avec les articles 8.3 et 10.

4. TRAVAUX EN RÉNOVATION

4.1. Murs en BBM

Cet article concerne la fourniture, l'approvisionnement et la mise en œuvre de murs en agglomérés de ciment creux, toute épaisseur, hourdés mortier de ciment y compris tous détails et sujétions d'approvisionnement et de mise en œuvre pour construction de murs, fermeture de baie ou de passage.

4.2. Chapes

4.2.1. Chape liquide fibrée

Cet article concerne la fourniture et la mise en œuvre d'une chape liquide fibrée à caractéristiques améliorées auto lissante et autonivelante, de type ANHYDRITE ou produit équivalent. Il comprend la réalisation d'une chape de toute épaisseur selon les règles de l'art et inclus :

- Toutes sujétions de préparation (piquages, brochages, nettoyage, coffrages, etc.)
- La fourniture et la mise en œuvre en sous-face d'un film polyane de 200 microns d'épaisseur avec recouvrement des lés sur 30 cm et relevés latéraux
- Sur le polyane, la fourniture et la pose d'un feutre acoustique de type ASSOUR 19db de 2,5 mm d'ép. ou produit équivalent.
- La mise en œuvre, si nécessaire, d'une forme de pente.

4.2.2. Chape allégée

Cet article concerne la fourniture et la mise en œuvre d'une chape allégée de type LECA MIX FORTE ou équivalent. Il comprend la réalisation d'une chape de toute épaisseur selon les règles de l'art et inclus :

- Toutes sujétions de préparation (piquages, brochages, nettoyage, coffrages, etc.)
- Le surfacage et l'incorporation d'un treillis soudé.
- La fourniture et la mise en œuvre en sous-face d'un film polyane de 200 microns d'épaisseur avec recouvrement des lés sur 30 cm et relevés latéraux
- Sur le polyane, la fourniture et la pose d'un feutre acoustique de type ASSOUR 19db de 2,5 mm d'ép. ou produit équivalent.
- La mise en œuvre, si nécessaire, d'une forme de pente.

4.2.3. Isolation mousse polyuréthane projetée

Cet article concerne la fourniture et mise en œuvre par projection d'une isolation en mousse polyuréthane au sol type ISOTRIE 240 ou produit équivalent. Il comprend la réalisation d'une projection toute épaisseur selon les règles de l'art et inclus :

- Toutes sujétions de préparation (piquages, brochages, nettoyage, coffrages, etc.)
- Le ponçage et le nettoyage
- La fourniture et pose de polyane et de bandes périphériques

4.3. Percements et carottages

Cet article concerne la réalisation de percements et carottages de différents diamètres pour permettre le passage de canalisations, de fourreaux, de gaines VMC... dans des murs maçonnés ou en pierre ou en béton, des cloisons, des planchers ou des dalles. La prestation comprend la mise en place de protection, le percement, le calfeutrement et les raccords, pour toutes épaisseurs de mur, l'évacuation des gravats, le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

4.4. Reprises en sous-œuvre

4.4.1. Linteaux pour sous-œuvre

Cet article concerne la réalisation de linteaux pour sous-œuvre. En fonction de la nature du mur (béton ou autre) et des prescriptions du bureau d'étude structure, la prestation comprendra notamment :

- Les saignées pour mise en œuvre de fers de renfort (IPE, HE, ...) ou d'armatures HA.
- La fourniture et pose des fers renforts compris boulons de solidarisation ou d'armatures.

4.4.2. Sciage de maçonnerie

Cet article concerne la réalisation de sciage de murs en maçonnerie de pierre, d'agglos de béton, béton banché armé à la disqueuse à disque de diamant, amenée à pied d'œuvre, y compris pompage et évacuation des gravois.

4.4.3. Jambages

Cet article concerne la construction de jambages en sous-œuvre en maçonnerie d'agglos pleins et/ou béton coffré de 0.15 à 0.25 de largeur, y compris semelles de fondation et serrage sous linteau, les raccords d'enduit avec arêtes dressées.

5. ENDUITS

5.1. Enduit ciment

5.1.1. Enduit 3 couches au ciment

Cet article concerne la fourniture et mise en œuvre d'un enduit 3 couches au ciment, teinte naturelle ou colorée dans la masse, comprenant un gobetis dosé à 500 kg de ciment CPJ.CEM.II A ou B (42,5), un dégrossi dosé à 450 kg de ciment, un enduit de finition finement taloché dosé à 350 kg de ciment.

5.1.2. Enduit ciment artificiel éparvé

Cet article concerne la fourniture et mise en œuvre d'un enduit ciment artificiel éparvé sur tableaux et embrasures, y compris garnissage de cadres dormants et arêtes dressées. (Au-dessus de 0,40 de largeur, les tableaux seront payés au mètre carré, selon l'article 5.1.1)

5.1.3. Enduit en raccord

Cet article concerne la fourniture et mise en œuvre d'un enduit pour traitement des saignées ≤ 15 cm de large y compris toutes sujétions de mise en œuvre.

5.2. Enduit à la chaux

5.2.1. Enduit 3 couches à la chaux

Cet article concerne la fourniture et mise en œuvre d'un enduit 3 couches à la chaux, teinté dans la masse, comprenant un gobetis, un dégrossi, un enduit de finition finement taloché ou rustique frisé.

5.2.2. Enduit des tableaux et embrasures

Cet article concerne la fourniture et mise en œuvre d'un enduit sur tableaux et sur embrasures, au mortier de chaux teinté dans la masse, y compris garnissage de cadres dormants et arêtes dressées. (Au-dessus de 0,40 de largeur, les tableaux seront payés au mètre carré)

5.3. Brochage d'enduits

Cet article concerne la réalisation de brochage d'enduit et comprend :

- La mise en place de protection.
- Les coupes franches au ciseau.
- Le broissage du parement.
- L'enlèvement des gravois y compris le coltinage jusqu'à l'extérieur du bâtiment, le chargement en camion, l'évacuation en décharge et le traitement.
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

6. ENTRETIEN SUR LES FAÇADES

6.1. Coudières et cordons

6.1.1. Réfection de coudières

Cet article concerne la réfection de coudières en ciment moulé à l'identique avec carré et goutte pendante, emploi de colle résine, façons de coins et massifages, angles saillants, amortis, glacis, façon de pente, appuis et rejingots. Les réfections ponctuelles de cordons et coudières d'une longueur inférieure à 0,50 ml seront comptées pour 0,50 ml.

6.1.2. Réfection de cordons saillants

Cet article concerne la réfection de cordons saillants moulés à l'identique avec carré et goutte pendante, emploi de colle résine, façons de coins et massifages, angles saillants, amortis, glacis, façon de pente, appuis et rejingots.

6.2. Couvertines et crêtons

6.2.1. Dérasement de mur

Cet article concerne la réalisation de dérasement de mur et comprend la mise en place de protection, toutes les sujétions d'exécution, l'enlèvement des gravois, le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

6.2.2. Arasement de mur

Cet article concerne la réalisation d'arasement de mur et comprend la mise en place de protection, toutes les sujétions d'exécution pour réalisation en béton coffré jusqu'à 0,25 m de hauteur, le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

6.2.3. Réfection de couverture

Cet article concerne la réfection de couverture en ciment moulé y compris emploi de colle résine, angles, amortis, têtes, pentes ou arrondis à 2 carrés saillants jusqu'à 1,00 m de développement.

6.2.4. Réfection de crêtons ciment

Cet article concerne la réfection de crêtons ciment sur dessus de mur y compris arêtes, pentes ou arrondis jusqu'à 0.40 m de développement, y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finition assurant une parfaite réalisation de la prestation.

6.2.5. Réfection de crêtons en tuile mécanique

Cet article concerne la réfection de crêtons en tuile mécanique sur dessus de murs y compris arasement préalable, fourniture et pose tuiles, scellement, façon de pente et tous détails, y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finition assurant une parfaite réalisation de la prestation.

6.3. Joints de dilatation

Cet article concerne la réfection des joints de dilatation et comprend la dépose et l'évacuation de couvre-joint existant, la réfection du joint de dilatation incluant le dégarnissage du joint mastic existant, le nettoyage des lèvres, l'enlèvement des déchets, l'exécution d'un joint en mastic élastomère de 1ère catégorie (largeur jusqu'à 40 mm), la fourniture et pose d'un couvre-joint en aluminium thermolaqué, ton au choix du prescripteur, pose collée ou fixée d'un seul côté de la façade y compris coupes, ajustage et toutes sujétions de difficultés de mise en œuvre.

6.4. Saignées

Cet article concerne la réalisation de saignées d'encastrement, horizontales ou verticales y compris calfeutrement et raccords après coup

Structure pleine BA plus de 0,20 Tranchée 3 faces, développée supérieure à 0.20

6.5. Traitement des fissures

Cet article concerne la réalisation du traitement des fissures larges comprenant : coupe au disque et dégarnissage, pose d'un fond de joint en mousse de polyéthylène, réfection avec mastic élastomère de 1ère catégorie y compris traitement de finition par montage avec toile enrobée, finition suivant aspect du parement, ramassage et évacuation des gravats. Mesurés au mètre réel (lg minimum 0.50)

7. TRAVAUX D'ENTRETIEN SUR LES ABORDS

7.1. Reprise de réseaux enterrés

7.1.1. Tranchées

Cet article concerne la réalisation de tranchées pour reprise des réseaux enterrés et comprend les prestations suivantes :

- Les fouilles en tranchées avec évacuation des gravats : dans terrain de toutes natures, compris blindages nécessaires, les terres mises sur berges pour remblai ou en dépôt dans l'enceinte du chantier.
- Le remblai de fouille en gravier T.V. (remplissage des fouilles ou tranchées en gravier tout venant y compris compactage par couches successives).
- L'incidence mise en œuvre des réseaux comptée en plus-value.
- L'enrobage de canalisations ou fourreaux en sable.
- Le grillage avertisseur pour fourreaux ou câble adapté au réseau mis en œuvre
- La réfection du revêtement de surface.

7.1.2. Plus-value pour fourniture et pose de canalisations PVC tous diamètres

Cet article concerne la fourniture et pose de tuyaux en PVC rigide pour évacuation des eaux (E.P., E.U., E.V.), y compris tout réglage de fond de fouilles, la forme en sable, les raccordements, les calages, la façon des joints, collés ou autres, les coupes et chutes, la fourniture et pose du grillage avertisseur de couleur appropriée.

Mode de métré : ces canalisations en PVC seront mesurées au mètre linéaire posé, les pièces de raccords étant développées dans la longueur de 0.50 m pour les coudes, et 1.00 m pour les tés ou culottes.

7.1.3. Plus-value pour fourniture et pose de fourreaux en PVC ou polyéthylène tout diamètre

Cet article concerne la fourniture et pose de fourreaux en PVC ou polyéthylène, cannelés ou lisses à l'extérieur, lisses à l'intérieur, avec aiguille.

7.2. Tabourets, regards, grilles et tampons

Cet article concerne la fourniture et pose, pour réseaux EU-EV et/ou EP, de regards de visite en éléments béton préfabriqués comprenant :

- La réalisation d'un radier en béton armé coulé en place.
- La pose du premier élément de fond de regard scellé au mortier.
- Le façonnage d'une cunette en fond de regard d'un diamètre équivalent ou légèrement supérieur aux canalisations pénétrant dans le regard.
- La mise en œuvre au besoin, et suivant la hauteur finale, d'éléments verticaux préfabriqués, scellés au mortier entre chaque élément.

- Un dernier élément comportant des feuillures en arase permettant la pose et le scellement d'un tampon de fermeture en fonte, ou le cas échéant, d'une grille fonte supportant la charge d'un véhicule pour évacuation des eaux pluviales d'un parking.

7.3. Marquages et signalisation au sol

Cet article concerne la réalisation de marquages et signalisation au sol. Il comprend :

- La mise en place d'une signalisation pour protéger et neutraliser la zone pendant la durée des travaux.
- La mise en œuvre d'une peinture qualité « routière » spécialement adaptée à une application en extérieur et sur des surfaces types enrobées.
- Une réaliser conformément à la réglementation en vigueur (dimensions, formes...).

7.4. Courette anglaise

Cet article concerne la réalisation de courette anglaise BA ou PVC y compris fouille, consoles, supports fixés contre murs, grille de couverture, remblaiement.

7.5. Terrassements

7.5.1. Fouille en pleine masse

Cet article concerne la réalisation de fouille en pleine masse dans terrain de toute nature sauf rocher et B.A y compris exécution à l'engin mécanique, étampage, boisage et blindage éventuel, reprise des éboulements, finition et nivellement des fonds de fouille.

7.5.2. Terrassement en tranchée

Cet article concerne la réalisation de terrassements en tranchées pour longrines dans terrain de toutes natures, compris blindages nécessaires, mises sur berges des terres pour remblai ou en dépôt dans l'enceinte du chantier. Comptée à la longueur pour une tranchée de largeur jusqu'à 60 cm environ pour une profondeur jusqu'à 80 cm environ.

7.5.3. Terrassement à la main

Cet article concerne la réalisation de fouilles en pleine masse y compris toutes sujétions de jet de pelle et chargement sur véhicules dans terrain de 1ère catégorie type terre ordinaire, sable, argile...

8. DISPOSITIFS DE TRAVAIL EN HAUTEUR

8.1. Échafaudage métallique fixe

Cet article concerne la mise en place d'un échafaudage métallique de pieds classe 3, comprenant :

- L'utilisation de matériel conforme portant le marquage NF « Equipements de chantier » et respectant les exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité suivant les normes en vigueur.
- L'installation dans le respect des réglementations et normes en vigueur et en respectant la notice d'instructions du fabricant,
- L'établissement d'une note de calcul et d'un PV de réception avant mise en service,
- Le double transport y compris le chargement et le déchargement,
- Le montage et le démontage par du personnel qualifié ayant reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées et titulaire d'une attestation de compétence en la matière,
- La réalisation des opérations effectuées sous la direction d'une personne compétente,
- Toutes les manutentions nécessaires sur site nécessaire pour arriver au lieu de montage,
- La mise en place de tous platelages de protections avant installation,

- La protection des végétaux et des ouvrages adjacents,
- L'équipement avec tous organes de sécurité (garde-corps, escalier de service, plinthes, filet, protection des pieds d'échafaudage, cheminement et accès piéton, signalisations diurnes et nocturnes...),
- La mise en œuvre d'une poulie de service,
- Les modifications éventuelles en cours de travaux,
- Les démarches administratives conformément à la réglementation,
- L'obtention des autorisations,
- Les vérifications périodiques conformément à la réglementation,
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

Il est précisé que cet échafaudage sera mis à disposition d'autres entreprises pendant la durée normale de leurs travaux avec mise en place de convention de prêt.

Article quantifié au mètre carré : linéaire développé des façades multiplié par la hauteur prise jusqu'à 1,00 mètre au-dessus de la corniche supérieure dans le cas d'une mise en place assurant la sécurisation des travaux de couverture.

La durée sera décomptée depuis la date de mise à disposition. Si nécessaire, celle-ci sera la date de réception de l'échafaudage par un organisme habilité jusqu'à la date de l'O.S. précisant son démontage.

Dans le cas d'une implantation sur le domaine public, les droits de voirie seront refacturés au réel (présentation des factures) en appliquant le coefficient de peines et soins.

8.2. Échafaudage roulant

Cet article concerne la mise en place d'un échafaudage métallique roulant autostable, avec plateaux dotés de trappe d'accès, contreventements, stabilisateurs et roues solidaires à la structure, pour exécution de travaux en hauteur. Cette mise en place comprend l'ensemble des points énumérés pour l'article 8.1 ainsi que toutes les manutentions nécessaires à son déplacement.

Article quantifié au forfait par unité mise en place.

L'utilisation du présent article n'est pas cumulable avec tous les articles des parties 2 et 3 (*Démolition des ouvrages avec présence de plomb et Démolitions des ouvrages intérieures*) du présent BPU incluant déjà cette prestation.

8.3. Intervention à la nacelle

Cet article concerne la mise en place d'une nacelle élévatrice pour intervention toutes hauteurs jusqu'à 28m, comprenant :

- L'utilisation de matériel conforme à la réglementation et contrôlé périodiquement,
- Le balisage de la zone d'intervention avec clôtures et protections nécessaires à la sécurisation de la zone,
- Le transport aller-retour, la mise en place, la location et la conduite par une personne dûment qualifiée de la nacelle élévatrice,
- Le nettoyage et la remise en état des lieux en fin d'intervention.

Il est précisé que cette nacelle avec son conducteur pourra être mise à disposition d'autres entreprises pendant la durée normale de leurs travaux avec mise en place de convention de prêt.

Article quantifié au forfait par unité mise en place et durée d'utilisation.

L'utilisation du présent article n'est pas cumulable avec l'article 3.10.3 (purge de façades) du présent BPU incluant déjà cette prestation.

9. COEFFICIENTS ET FORFAIT

9.1. Forfait pour petite intervention ponctuelle

Pour les petites interventions, lorsque le montant total se situe en dessous d'un seuil, la prestation sera valorisée sur la base du « forfait petite intervention » dont le montant constitue ce seuil. Ce forfait pour petite intervention comprend tous les frais de déplacement, les petites fournitures et matériaux, le nettoyage et l'évacuation des gravats et déchets, si nécessaire. Par nature, l'application de cet article sera unique sur une facture (pas de possibilité de cumul ou de répétition) et il ne peut se cumuler avec aucun autre article du BPU.

Le montant de ce poste ne peut être supérieur à 350 € HT.

9.2. Coefficient de peines et soins

Le coefficient de peine et soins est applicable pour :

- Les matériaux, matières premières et objets fabriqués spécifiques nécessaires à la réalisation de travaux non prévus au bordereau (prix justifié sur présentation d'une facture du fournisseur),
- Les travaux non prévus au BPU et sous traités à un tiers.

Ce coefficient est obligatoirement inférieur ou égal à 1,20.

Ce coefficient a été prévu pour alléger l'écriture du BPU, pour des prestations très rarement utilisées sur le patrimoine privé des HCL. Dans le cas de son emploi avec des fournitures, il sera utilisé en accompagnement d'une facturation d'un tarif horaire.

10. TAUX HORAIRES

Dans le cas de prestations non assimilables à celles prévues dans le bordereau, le titulaire pourra, exceptionnellement et après accord du représentant du Maître d'Ouvrage, établir une facturation basée sur les tarifs horaires indiqués au bordereau. Le nombre d'heures sera égal à la durée réelle de réalisation des travaux sur place.

Ces taux horaires comprennent tous les frais liés à la mise à disposition du personnel, l'outillage, le matériel, les petites fournitures et les matériaux standards nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage.

Le taux horaire de chef d'équipe comprend un véhicule permettant :

- L'approvisionnement du matériel et des matériaux,
- L'évacuation du matériel, des matériaux, des déchets et des gravats.

L'utilisation de ces taux horaires sera accompagnée d'un descriptif détaillé des tâches réalisées dans le temps imparti facturé.

La facturation de ces taux horaires devra être accompagnée d'un décompte journalier des heures et du nombre de personnes présentes.